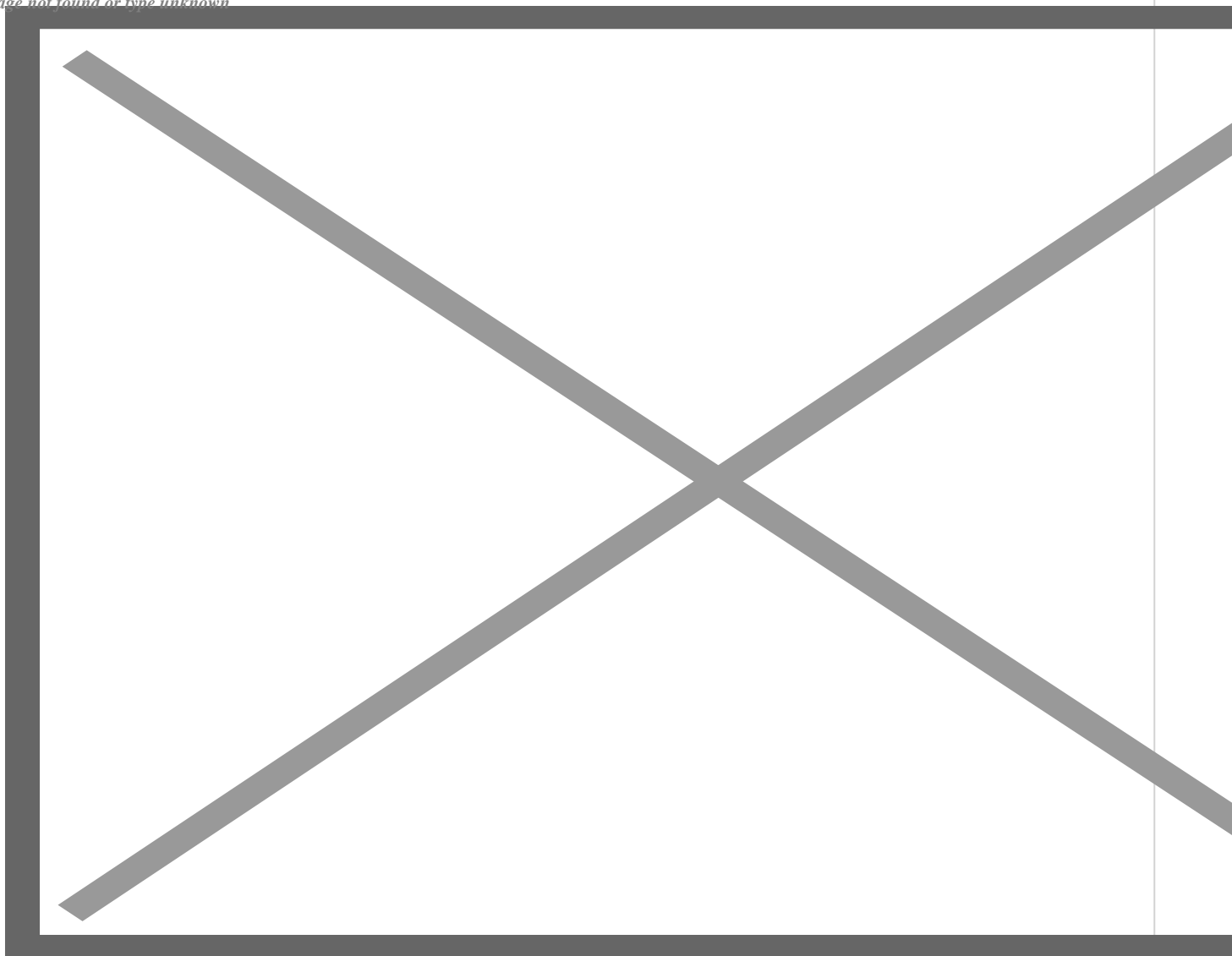


Lula qualifie de menace les exigences de l'UE concernant l'accord avec le Mercosur

Image not found or type unknown



La Havane, 24 juin, (RHC)- Le président brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva, a qualifié ce vendredi de menace les exigences de l'Union européenne (UE) pour finaliser l'accord avec le Marché commun du Sud (Mercosur).

S'exprimant lors du Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, assis à côté de son homologue français, Emmanuel Macron, le président Lula a fait allusion aux mécanismes qui prévoient des sanctions, jugées sévères par le gouvernement brésilien, en cas de non-respect des obligations de la part des pays participants.

"Je meurs d'envie de parvenir à un accord avec l'Union européenne. Mais ce n'est pas possible, la lettre additionnelle de l'UE ne permet pas de parvenir à un accord. Nous répondrons et nous vous enverrons la réponse, mais nous devons commencer à discuter", a-t-il déclaré.

"Il n'est pas possible pour nous d'avoir un partenariat stratégique, s'il y a une lettre supplémentaire qui menace un partenaire stratégique".

L'accord entre les deux blocs est négocié depuis 1999. En 2019, les négociations commerciales ont été finalisées, et deux ans plus tard celles relatives aux aspects politiques et de coopération.

Depuis, le pacte est en cours d'examen pour signature, et la politique environnementale de l'administration de l'ancien président Jair Bolsonaro, qui a entraîné une augmentation de la déforestation, a rendu les négociations difficiles.

L'UE a envoyé au Mercosur un document contenant des "instruments supplémentaires" à ajouter à l'accord. Ce sont ces ajouts que Lula a qualifiés de menace.

L'un d'entre eux fait référence à la loi approuvée par le Conseil européen en mai dernier, qui interdit l'importation de produits provenant de zones déboisées après 2020, en plus d'établir l'application d'amendes.

Le ministère brésilien des Affaires étrangères négocie avec les autres membres du Mercosur pour présenter une contre-proposition.

Toujours dans son discours, dans lequel il a abordé les questions de l'inégalité et de la faim, Lula a de nouveau plaidé en faveur de la création d'une monnaie alternative afin que les pays impliqués dans une transaction commerciale sans la participation des États-Unis n'aient pas à dépendre du dollar.

Il a indiqué que la discussion sur cette question était inscrite à son agenda et qu'elle devrait être abordée lors de la prochaine réunion des Brics, un groupe composé du Brésil, de la Russie, de l'Inde, de la Chine et de l'Afrique du Sud, prévue pour le second semestre de l'année.

De même, l'ancien dirigeant ouvrier a assuré qu'il porterait la question à la prochaine réunion du G20, qui rassemble les pays aux économies les plus développées.

Source : Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/326512-lula-qualifie-de-menace-les-exigences-de-lue-concernant-laccord-avec-le-mercotur>



Radio Habana Cuba